

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 23 janvier 1997

## RAPPORTS D'ÉVALUATION

### Point 8 de l'ordre du jour



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/97/8/Add.2**  
10 décembre 1996  
ORIGINAL: ANGLAIS

## RÉSUMÉ DU RAPPORT D'ÉVALUATION INTÉRIMAIRE DU PROJET INDE 2303 (Elarg.2)

### Développement rural dans les périmètres irrigués du bassin du Krishna, Etat de Karnataka

Coût total des produits alimentaires	19 359 980 dollars
Coût total pour le PAM	24 255 900 dollars
Date de l'approbation par le CPA	8 décembre 1989
Date de la signature du plan d'opérations	21 mai 1990
Date de la première distribution	1er novembre 1990
Durée du projet	Cinq ans et cinq mois
Date officielle d'achèvement	31 octobre 1996
Date de l'évaluation	Mars 1996
Composition de la mission	PAM/FAO <sup>1</sup>

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis. Lors de la formulation du projet, en mars 1989, un dollar des Etats-Unis équivalait à 15,5 roupies; au moment de l'évaluation, en mars 1996, un dollar équivalait à 33,2 roupies.

<sup>1</sup> La mission se composait d'un spécialiste principal de l'évaluation, du PAM (chef de mission); d'un sociologue (PAM); et d'un agro-économiste (FAO).

## RÉSUMÉ

Le projet, qui vise des personnes très démunies, est convenablement ciblé. Les rations alimentaires jouent sans conteste un rôle nutritionnel très positif. Pourtant, comme les céréales fournies (du blé) ne sont pas consommées autant que d'autres céréales par les bénéficiaires en raison de leurs habitudes alimentaires, la valeur du transfert de revenu correspondant aux rations n'est que la moitié de ce qui était escompté. L'utilisation des fonds générés s'est améliorée progressivement, les besoins des bénéficiaires étant mieux pris en compte, notamment sous l'effet de la participation accrue des ONG. Une assistance continue apparaît nécessaire, notamment dans le Haut Krishna, principalement pour éviter que ne se creuse le déséquilibre économique entre les zones irriguées et celles qui ne le seront pas.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.**

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur du Bureau de l'évaluation:                      W. Kiene                      tel.: 5228-2029

Fonctionnaire chargé de l'évaluation:                      P. Terver                      tel.: 5228-2054

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 5228-2641).



## GENERALITES

### Aide antérieure du PAM

1. Le projet Inde 2303 a commencé en avril 1977. Son coût total pour le PAM s'est élevé à 12 156 000 dollars. Le projet No. 2303 (Elarg.1) a commencé en janvier 1987. Outre les programmes intéressant le Malaprabha et le Haut Krishna, le programme visant le Ghataprabha a aussi été incorporé dans cet élargissement. Le coût total de cette phase a été de 12 341 000 dollars. Elle s'est achevée en octobre 1990.

### Conception du projet

2. L'aide du PAM a été programmée en deux phases. Dans la première, les travailleurs peuvent acheter des rations du PAM à des conditions préférentielles, ce qui engendre d'importants transferts de revenu et permet de générer des fonds. La seconde phase comprend la planification et l'utilisation des fonds au bénéfice des communautés et des groupes cibles visés par le projet.

### Stade 1 - Mise à disposition de rations alimentaires

3. L'objectif immédiat, dans le premier stade de l'aide du PAM et en association avec le projet d'irrigation dans lequel elle s'inscrit, est de vendre des rations alimentaires à des conditions favorables aux travailleurs et aux employés faiblement rémunérés des périmètres irrigués afin d'améliorer leur niveau de vie par un transfert de revenu, et de générer des fonds à investir ensuite dans la mise en valeur de la zone.
4. Pour générer des fonds, il était prévu que les travailleurs achètent les rations du PAM à un prix correspondant à 45 pour cent de leur valeur marchande (plus ou moins cinq pour cent), sous réserve qu'aucun travailleur ne soit astreint à verser plus de la moitié du revenu salarial journalier moyen pour la ration familiale. Au taux en vigueur en 1989, le coût de la ration familiale était estimé à environ six roupies (contre un prix de marché de 12,36 roupies), représentant 40 pour cent du salaire journalier moyen de 15 roupies, ce qui revenait à générer environ 242 millions de roupies.

### Apports alimentaires et justification des produits

5. La ration alimentaire individuelle journalière se compose de 400 grammes de blé, 15 grammes d'huile végétale, et 30 grammes de légumes secs. Chaque travailleur peut acheter jusqu'à six rations individuelles pour obtenir la ration familiale. Lorsque plusieurs membres de la famille travaillent sur les chantiers, un seul d'entre eux a droit à la ration familiale.
6. Pour favoriser l'exécution du projet, il a été décidé d'offrir à titre d'incitation 12 rations familiales par mois aux employés faiblement rémunérés de l'Office de mise en valeur du périmètre irrigable (CADA) et du Département de l'irrigation qui prennent part à la distribution des rations. Ces employés sont ceux qui, en 1989, recevaient, primes et indemnités comprises, moins de 1 040 roupies par mois.
7. Vu qu'il est fréquent que plus d'une personne par famille travaille sur un chantier donné, et que tous les travailleurs n'achètent pas la ration du PAM, le nombre de journées de travail a été réduit de 60 pour cent pour parvenir au nombre spécifié de journées de travail



ouvrant droit à des rations familiales. Sur les 100 629 000 journées de travail à fournir, 40 250 000 devaient donner droit à des rations. Les quantités de vivres nécessaires étaient les suivantes: 96 606 tonnes de blé, 3 623 tonnes d'huile végétale et 7 245 tonnes de légumes secs. Comme les prélèvements de rations ont été inférieurs à ce qui était prévu, 20 226 tonnes de blé et 590 tonnes de légumes secs ont été déprogrammées en décembre 1992 et le projet a été prolongé de deux ans, moyennant un engagement supplémentaire de 2 000 tonnes d'huile végétale.

8. Il s'est révélé difficile de calculer le nombre exact des bénéficiaires, vu le fort taux de renouvellement et les grosses variations de l'effectif de la main-d'oeuvre. Une estimation sommaire a néanmoins été faite sur la base d'un effectif moyen de 40 252 bénéficiaires par an. Les femmes devaient représenter environ 40 pour cent de la main d'oeuvre.

## **Stade 2 - Réinvestissement des fonds générés**

9. L'objectif, dans la seconde phase de l'aide du PAM, est de concourir au développement rural global dans les zones de projet CADA, en ciblant les plus démunis parmi les pauvres. Les objectifs spécifiques immédiats sont les suivants:
  - a) créer des sources de revenu et des perspectives d'emploi;
  - b) promouvoir la santé et l'hygiène publiques;
  - c) renforcer les équipements villageois en construisant des centres communautaires, des dispensaires, des salles de classe, et des centres sociaux pour les femmes et d'aide à l'enfance; enfin
  - d) améliorer l'infrastructure de communications et de commercialisation en construisant des routes, des réseaux de drainage et des silos.
10. Le fonds permet de disposer de ressources supplémentaires, et permet donc aux autorités du projet de mettre en oeuvre plus rapidement les plans existants.

## **Bénéficiaires et avantages**

11. La seconde phase du projet visait de multiples catégories de bénéficiaires dans les zones aménagées par le CADA. Le PAM et le gouvernement ont en particulier identifié comme groupes cibles au bénéfice desquels investir les fonds générés les castes et les tribus "énumérées", les travailleurs sans terre, les travailleurs employés à la construction des barrages et des canaux d'irrigation, les familles délogées par l'aménagement du réservoir et réinstallées ailleurs, les femmes et les agriculteurs marginaux, en particulier ceux dont les terres n'ont pu être irriguées à l'achèvement des aménagements. Dans le travail de ciblage, on a aussi veillé au fait que les travailleurs des chantiers du barrage et des canaux sont aussi souvent membres de castes et de tribus énumérées, que les femmes représentent une forte proportion de la main-d'oeuvre, et que beaucoup d'entre elles n'ont pas de terre.
12. Le projet visait à servir la cause des femmes de multiples façons, en particulier en dégageant des fonds à mettre au service d'ONG compétentes pour identifier des activités créatrices de revenu et d'emploi. Les femmes de la zone de projet devaient aussi être aidées grâce à la construction de foyers et d'équipements de santé infantile. On devait chercher à identifier les domaines dans lesquels les tâches des femmes pouvaient être allégées, compte tenu des heures et des efforts qu'elles consacrent aux corvées de collecte et de transport de l'eau et du bois de feu, à la transformation des denrées alimentaires, à la préparation des repas, et aux soins aux enfants. Les femmes devaient bénéficier indirectement de l'amélioration générale des infrastructures rurales et de l'accroissement escompté des



revenus du fait de la croissance de l'activité économique. L'irrigation devait réduire les besoins de migration saisonnière de la main-d'oeuvre et, à plus long terme, conduire à un relèvement des salaires des journaliers agricoles. La création d'équipements de drainage et d'assainissement, de dispensaires et de points d'eau potable dans les villages devait améliorer les conditions de santé et d'hygiène.

## CONCLUSIONS

13. **Zone de projet.** Bien que la notion de bénéficiaires de l'aide alimentaire ait été bien précisée dès le démarrage du projet, la définition de la zone de projet dans laquelle utiliser les fonds générés a changé avec le temps. La définition la plus récente veut que les fonds soient utilisés dans le périmètre irrigable, en tenant cependant dûment compte des superficies qui ne pourront être irriguées. En outre, il existe d'autres exceptions: activités entreprises par les ONG, et centres de réinsertion des personnes déplacées par la construction du barrage et du réservoir et zones sujettes à la sécheresse dans les cinq districts du périmètre irrigable. La définition actuelle et les exceptions sont jugées appropriées.
14. **Mise en valeur des périmètres irrigables.** Pour des motifs historiques, les trois grands périmètres irrigables en sont à des stades différents d'aménagement et d'avancement des réseaux d'irrigation. Par rapport aux plans initiaux, la proportion des terres irriguées dans le Ghataprabha et plus encore dans le Malaprabha est supérieure à celle du Haut Krishna.
15. **Formulation du projet.** Le projet a été formulé pour se dérouler en deux phases distinctes. La première visait à vendre des rations alimentaires à des conditions favorables, entraînant un transfert de revenu important et permettant de générer des fonds. La deuxième phase était axée sur l'utilisation de ces fonds. Vu le montant que ces fonds devaient atteindre et la diversité des activités planifiées, la deuxième phase était considérée comme l'élément critique de l'ensemble des activités de projet, et représentait la principale contribution du PAM au développement et à la mise en valeur dans la zone de projet. De ce fait, sur l'échelle des priorités, le transfert de revenu est devenu moins important.

### Aide alimentaire

16. **Bénéficiaires.** On compte actuellement environ 80 000 travailleurs employés sur les trois périmètres irrigables. Sur ce total, 50 000 à 60 000 travailleurs sont des bénéficiaires directs des rations du PAM. Cet écart entre les chiffres s'explique par le fait que les travailleurs migrants (15 à 20 pour cent) employés sur les chantiers sont habituellement sans leur famille et n'achètent pas les rations; d'autre part, de nombreux travaux sont exécutés dans des sites excentrés, où il ne serait pas rentable de distribuer des rations.
17. La majorité (près de 85 pour cent) des bénéficiaires de l'aide alimentaire vivent dans la zone de projet. Ce sont principalement des paysans sans terre et des agriculteurs, petits ou marginaux, dont plus de la moitié vivent au-dessous du seuil de pauvreté (estimé à 15 000 roupies par famille et par an). Les catégories sociales défavorisées représentent environ 30 pour cent de l'effectif des bénéficiaires; les femmes bénéficiaires comptent pour un peu plus d'un quart des titulaires de cartes de rationnement. L'évaluation a confirmé que les bénéficiaires sont parmi les plus démunis de la zone de projet, et sont donc justement ciblés par l'aide.
18. **Salaires.** Depuis le début de la phase actuelle en 1990, la rémunération journalière de la main-d'oeuvre non qualifiée est passée d'environ 15 roupies aux 30 roupies actuelles. Il



existe un différentiel négatif de salaire d'environ 20 pour cent au détriment des femmes, qui est imputable au fait que les femmes se voient effectivement confier des travaux plus légers que ceux des hommes. De manière générale, il importe de noter que la rémunération de la main-d'oeuvre non qualifiée dans le projet est supérieure de 10 à 15 pour cent à celle qui est normalement perçue dans les activités non liées au projet.

19. **Transfert de revenu.** A l'époque de la formulation du projet, on escomptait que le transfert de revenu équivaldrait à environ 42 pour cent du salaire dans le cas des bénéficiaires qui achèteraient l'intégralité de la ration familiale. Les observations recueillies lors de l'étude sur le suivi continu des bénéficiaires (SCB) font apparaître que, principalement en raison des habitudes alimentaires, l'utilisation des produits par les travailleurs qui achètent les rations atteint tout juste 40 pour cent pour le blé, 60 pour cent pour les légumes secs, mais 100 pour cent pour l'huile végétale. De ce fait, le transfert de revenu aux bénéficiaires, en proportion du salaire journalier, est inférieur à la valeur prévue, avec 21 pour cent seulement, soit la moitié de ce qui était escompté. La principale raison en est le peu d'intérêt manifesté pour le blé. La mission a été informée que le bureau de pays du PAM s'était efforcé dans le passé d'acheter du sorgho, mais n'y était pas parvenu, faute d'excédents commercialisables disponibles. Cette incapacité de proposer un assortiment alimentaire conforme aux habitudes alimentaires dans la zone de projet n'a pas permis aux bénéficiaires de tirer pleinement parti de la ration et d'obtenir le transfert de revenu escompté. Ce dernier point est particulièrement à déplorer dans le cas de bénéficiaires vivant tout juste au-dessus du seuil de pauvreté.
20. **Aspects nutritionnels.** Selon les conclusions du SCB, une famille moyenne vivant dans la zone de projet consomme environ 100 kilogrammes de céréales par mois, dont 50 kilogrammes de sorgho, 20 de blé et 30 d'autres céréales (principalement du riz). L'étude a aussi révélé que 67 pour cent de l'huile et 73 pour cent des légumes secs consommés par les familles proviennent des rations du PAM, ce qui représente une contribution appréciable au plan nutritionnel. L'enquête auprès des bénéficiaires en ce qui concerne la composition de la ration alimentaire fait valoir qu'il serait fortement recommandé d'inclure du sorgho et du riz dans l'élément céréales de l'assortiment fourni par le PAM.
21. **Conditions de travail.** Dans la zone de projet, les conditions de travail sont en général assez pénibles. Les accords contractuels entre le CADA/Département de l'irrigation et les entrepreneurs locaux n'ont pas été entièrement respectés; ces entrepreneurs mettent à la disposition des travailleurs des services minimaux, notamment pour ce qui est de l'eau potable et des abris de repos.

## Fonds générés

22. **Avancement et gestion des fonds.** Au 31 décembre 1995, un montant de près de 300 millions de roupies avait été généré, pour 176 millions de roupies effectivement décaissés. On estime qu'à l'achèvement des distributions de vivres, prévu pour le second semestre de 1997, quelque 405 millions de roupies auront été accumulés, et que les fonds seront épuisés environ un an plus tard. Au moment de l'évaluation, compte tenu des engagements en cours, des fonds inutilisés et des fonds mis en réserve pour les activités intéressant les femmes, le solde des fonds disponibles pour de nouvelles activités jusqu'à la fin du projet se situait au total entre 85 et 100 millions de roupies.
23. La vérification des comptes a montré que si la gestion des fonds dans le Haut Krishna était satisfaisante, plusieurs carences étaient manifestes dans le Malaprabha et le Ghataprabha, à savoir que des paiements étaient faits aux ONG sans que les pièces comptables



correspondantes aient été remises, que le nombre de dépôts à terme fixe était beaucoup trop élevé, et que les entrées comptables étaient souvent mal placées dans les registres. Des mesures correctives ont été et sont encore actuellement prises par les autorités de l'Etat, conformément aux conseils du PAM. Globalement, le mécanisme institutionnel d'identification des aménagements à réaliser, l'étude des projets, leur approbation et leur suivi sont satisfaisants, de même que la tendance des fonds approuvés et décaissés en regard de l'évolution des montants générés. Le bureau de pays a joué un rôle très actif dans l'établissement des priorités et l'approbation des projets d'aménagement et dans leur suivi.

24. Les mesures prises par le bureau de pays du PAM, ainsi que la nomination d'un consultant depuis novembre 1993 pour effectuer un examen technique et financier des projets d'aménagements proposés pour financement, ont permis d'obtenir des améliorations considérables. Au total 1 190 réseaux d'irrigation ont été analysés, et ce travail s'est traduit par une réduction de 44 pour cent du coût estimatif des projets.
25. **Dépenses par secteurs.** Au 31 décembre 1995, les 955 aménagements approuvés dans le cadre de la phase en cours du projet se répartissaient en sept secteurs, comme suit:

Secteur	Nombre d'aménagements locaux	Décaissements en pourcentage du total
Infrastructures de communications et de commercialisation	192	29,5
Infrastructures sociales, y compris de santé publique	539	27,8
Création d'emploi et de revenu	16	1,0
Equipements d'amélioration de la vie villageoise	100	16,4
Irrigation et drainage communautaires	10	3,3
Programmes mis en oeuvre par les ONG	64	6,0
Autres, y compris achat de ciment et d'acier	34	16,0
<b>Total</b>	<b>955</b>	<b>100,0</b>

26. **Opinion des bénéficiaires.** Seul un petit pourcentage des bénéficiaires de rations était au courant des possibilités d'actions de développement villageois offertes par les fonds générés. Cela indique que les besoins des populations locales n'avaient pas convenablement été étudiés avant que l'utilisation des fonds ne soit planifiée. Toutefois, grâce aux efforts déployés par le bureau de pays du PAM, les initiatives qui sont désormais appuyées sont plus conformes aux attentes des intéressés. En outre, l'étude SCB fait clairement apparaître quels sont les besoins et les priorités des bénéficiaires. Elle a, à cet égard, permis de renforcer l'action du bureau de pays du PAM. Par conséquent, de nombreux équipements sociaux, comme les centres communautaires, ont les premières années souffert d'un lourd handicap. Autre résultat de l'effort entrepris, les actifs générés par le projet ont été récemment mieux répartis, et couvrent toutes les zones dont proviennent les travailleurs, c'est-à-dire celles qui bénéficieront de l'irrigation aussi bien que celles qui ne pourront être irriguées.
27. **Entretien et gestion des actifs créés.** Habituellement, avant qu'un chantier ne soit approuvé, les utilisateurs prévus des ouvrages à réaliser sont consultés sur leur opportunité, leur faisabilité, et sur le choix des sites. On recherche aussi l'agrément des utilisateurs potentiels pour que les réalisations soient prises en charge après achèvement, et soient convenablement gérées et entretenues. L'évaluation a permis de constater qu'à quelques exceptions près, l'entretien des ouvrages n'était guère assuré.



- 28. Caractère approprié des opérations financées.** Diverses réalisations, dans les différents secteurs et sous-secteurs, ont été financées sur les fonds générés. Le principal effort a porté sur les infrastructures sociales. Quoique plusieurs représentants de villages aient demandé la construction de lieux d'assemblée communautaire (132 centres construits depuis le début de l'aide du PAM dans la zone), d'arrêts et d'abris d'autocar (126 unités), ces aménagements semblent avoir peu d'intérêt du point de vue du développement; en outre ils ne semblent guère prioritaires pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire. Des initiatives visant à promouvoir la sécurité alimentaire et à améliorer la condition des femmes ont été engagées dans le cadre du projet ces dernières années, grâce aux efforts déployés par le bureau de pays du PAM pour faire participer les ONG locales. Plusieurs réalisations dans les domaines du développement agricole, de la formation professionnelle des femmes, de la sensibilisation aux questions d'hygiène, de santé et de nutrition, ainsi que dans le secteur de l'enseignement primaire, ont eu des effets appréciables sur la situation socio-économique et sur les conditions de vie des bénéficiaires. Il convient en particulier de mentionner l'irrigation par relèvement des eaux, les activités laitières et forestières, les activités génératrices de revenu, les plans touchant l'enseignement primaire ou la sensibilisation aux questions sanitaires, les opérations d'épargne et de bonne gestion des budgets, et la construction de nouveaux locaux scolaires.
- 29.** A l'exception de l'irrigation par relèvement des eaux et de quelques projets d'agroforesterie, il n'a pas été fait grand-chose dans le secteur de la protection et de la mise en valeur des terres dévolues aux cultures pluviales. Il convient de prendre des initiatives complémentaires pour éviter de trop grands déséquilibres économiques entre les zones irriguées et celles non irrigables à l'intérieur d'un même périmètre. Il serait opportun d'envisager d'appliquer des techniques d'aménagement des bassins versants, avec leur composantes de conservation des sols et de rétention de l'eau.
- 30. Coopération avec les ONG.** Au début de la phase d'exécution du projet, le bureau de pays du PAM avait commandité une étude visant à identifier les ONG capables de conduire des programmes avec les fonds générés par l'aide du PAM, et disposées à le faire. Jusqu'ici, 37 ONG ont été identifiées; elles exécutent diverses réalisations, comme il a été dit. Sur le total, environ un tiers mènent une action très prometteuse et font preuve d'une capacité réelle de se charger d'actions de développement dans les zones rurales.
- 31.** Plusieurs problèmes requièrent néanmoins l'attention urgente du bureau du PAM et des autorités du Karnataka. Il est notamment nécessaire d'améliorer la coopération et la convergence de vues entre les ONG et les représentants du CADA, ainsi que les mécanismes existants d'examen préalable des propositions des ONG et de suivi de la mise en oeuvre des projets. La proposition faite par les ONG d'étaler leur action sur des périodes plus longues (de trois à cinq ans) devrait être étudiée plus favorablement. Vu l'importance qu'il convient d'accorder au renforcement de cette coopération avec les ONG, et afin de tirer les enseignements du passé, le bureau de pays du PAM a pris l'initiative supplémentaire de commanditer une étude de l'impact des actions menées par les ONG, et des mesures à prendre pour élargir cette coopération.
- 32. Création d'emplois.** Entre le démarrage du projet en novembre 1990 et septembre 1995, 4,5 millions de journées de travail supplémentaires ont été générées grâce aux travaux entrepris en utilisant les fonds générés. Environ 47 pour cent de ces journées de travail ont été concentrées dans le Haut Krishna, contre 37 pour cent dans le Malaprabha et 16 pour cent dans le Ghataprabha.
- 33. Familles déplacées par le projet.** Les familles déplacées par le projet (FDP) sont celles qui ont été ou devront être évacuées du fait de la construction du barrage et de



l'aménagement de canaux. En raison de la topographie de la zone de projet, le nombre de ces familles est important, avec 41 375 ménages, dont 70 pour cent dans le Haut Krishna. Des programmes de dédommagement et de réinstallation ont été formulés et sont en cours de mise en oeuvre par le gouvernement, avec le concours de la Banque mondiale. Au moment de la formulation du projet appuyé par le PAM, il avait été admis que les FDP pourraient recevoir une aide sur les fonds générés pour autant qu'elles soient réinstallées dans la zone de projet. Conformément à cette disposition, le PAM a aidé les FDP en construisant des salles de classe et en organisant des ateliers communs, ainsi qu'en fournissant du matériel et de l'outillage aux tisserands, tailleurs de pierre, artisans, forgerons et cordonniers. Par ailleurs, des cours de coupe et de couture ont été organisés à l'intention des femmes. Il est envisagé pour l'avenir d'apporter une aide en vue de nouveaux aménagements d'irrigation par relèvement des eaux, d'activités génératrices de revenu pour les femmes et de constitution de coopératives laitières au bénéfice de FDP sélectionnées.

34. **Les femmes en tant que bénéficiaires.** L'avantage le plus appréciable pour les femmes, qui comptent pour environ 30 pour cent dans l'effectif total de la main-d'oeuvre employée sur les chantiers financés par l'Etat et par les fonds générés, est le gain de maîtrise économique qu'elles réalisent. Par ailleurs, les femmes sont les premières bénéficiaires des rations fournies par le PAM et vendues à des prix subventionnés, et elles apprécient plus que les hommes les rations familiales. De surcroît, les femmes ont généralement tiré avantage de toutes les réalisations financées sur les fonds générés, et notamment des adductions d'eau potable, des *anganwadis* (centres de santé et de nutrition pour les mères et les enfants d'âge préscolaire), des centres sociaux pour les femmes et des écoles de filles. Elles ont encore plus bénéficié des initiatives des ONG financées sur les fonds générés. Il convient en particulier de mentionner le développement laitier, l'apprentissage professionnel en vue de la création de revenu, la sensibilisation aux questions sanitaires, les soins de santé maternelle et infantile, la nutrition, la réinsertion des *Devadasi* (prostituées du temple), l'organisation communautaire et autres actions s'adressant aux femmes. Au nombre des avantages que retirent les femmes, on peut citer l'accroissement du revenu (qui dans certains cas a doublé), la réduction des migrations, le fait que davantage de jeunes filles s'abstiennent de la tradition *Devadasi*, et un moindre recours à l'endettement grâce à l'épargne et aux activités économiques indépendantes qu'elles peuvent entreprendre. L'expérience suggère que bien d'autres possibilités pourraient être exploitées. La mission a noté avec satisfaction que le bureau de pays du PAM mène tous ces programmes par le canal d'ONG.
35. **Engorgement des sols.** Les sols sont menacés d'engorgement sur une part appréciable de la superficie irriguée. Dans les périmètres du Malaprabha et du Ghataprabha, des aménagements d'irrigation sont achevés sur 323 019 hectares, pour une superficie irrigable de 535 621 hectares. On estime pour l'instant que 8 600 hectares sont engorgés. Le PAM et le CADA ont commandité une étude des causes et des remèdes éventuels sur un échantillon de 2 250 hectares; les recommandations sont actuellement examinées par les autorités du Karnataka. Dans le Haut Krishna, 135 000 hectares ont été aménagés pour l'irrigation, sur une superficie irrigable totale de 822 000 hectares; 7 700 hectares sont touchés par l'engorgement du sol, et l'on estime que plus de 44 000 hectares pourraient être engorgés lorsque tous les réseaux d'irrigation seront achevés.
36. L'engorgement des sols est principalement imputable au manque d'entretien, au revêtement défectueux des canaux, et à l'insuffisance du drainage.



37. **Etudes financées par le PAM.** Au cours de ces dernières années, le bureau de pays du PAM a consenti des efforts notables pour améliorer le suivi des effets du projet, de son avancement et des actifs créés. L'étude SCB notamment, en interrogeant 5 600 bénéficiaires de l'aide alimentaire, ainsi que l'examen des projets de création d'actifs, ont permis de mieux apprécier les faiblesses que présente l'exécution du projet et de prendre un certain nombre de mesures correctives indispensables.

## SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

38. Le caractère inapproprié de l'assortiment alimentaire, et notamment du blé, doit être immédiatement corrigé par le bureau de pays du PAM. La part du blé dans la ration individuelle devrait être réduite de 400 grammes à environ 160 grammes, ce qui correspond sensiblement à la quantité moyenne achetée par les travailleurs. Cela réduira les risques de détournement de produits, qui tendent à s'accumuler dans les centres de distribution.
39. Comme le transfert effectif de revenu au travailleur est actuellement inférieur de moitié à ce qui était prévu, principalement en raison de la faiblesse des achats de blé, il est vivement recommandé que du sorgho et du blé soit tenus à la disposition du projet dans les proportions souhaitables, afin d'assurer un transfert de revenu correspondant à au moins 40 pour cent de la rémunération journalière des travailleurs non qualifiés.
40. Pour ce qui est des légumes secs, ils pourraient facilement être écoulés en totalité si les pois cassés actuellement offerts étaient remplacés par des pois entiers. Il conviendrait de s'efforcer d'offrir des types plus acceptables de légumes secs, autant que possible de provenance locale.
41. Le Département de l'irrigation devrait intensifier ses efforts pour assurer que les accords contractuels avec les entrepreneurs en ce qui concerne les conditions de travail sont pleinement respectés.
42. L'expérience de collaboration avec les ONG est encourageante, mais il faudrait faire davantage encore pour éviter tout malentendu ou retard. Il conviendrait aussi que s'améliore l'appréciation mutuelle des rôles respectifs du CADA et des ONG. Les initiatives fructueuses, comme l'irrigation par relèvement des eaux, devraient non seulement être poursuivies, mais aussi développées. Ces activités devraient être conçues de manière à susciter une plus large participation communautaire; les subventions qui seront initialement utilisées pour constituer des fonds renouvelables devront servir, une fois le projet achevé, à créer des équipements communautaires locaux, comme pourront le souhaiter les bénéficiaires eux-mêmes.
43. La mission estime qu'une aide extérieure continue est nécessaire dans la zone de projet. Si les ressources sont disponibles, il conviendrait de poursuivre l'aide dans la zone actuelle de projet, en donnant priorité à l'aménagement du Haut Krishna.
44. L'utilisation des fonds générés devrait être concentrée sur les secteurs des bassins qu'il n'est pas prévu d'irriguer. Il est suggéré de répartir les activités à financer sur les fonds générés entre les catégories ci-après, dans les proportions indiquées pour l'affectation des fonds:

---

Activité

Affectation des fonds  
(pourcentage)

---



Infrastructures de communications et de commercialisation	3
Infrastructures sociales, y compris de santé publique	7
Création de revenu, épargne et emploi	7
Equipements d'amélioration de la vie villageoise	5
Irrigation par relèvement des eaux et drainage à l'échelon communautaire	25
Aménagement ou protection des bassins versants, conservation des sols et des eaux dans les zones non destinées à être irriguées	25
Programmes mis en oeuvre par les ONG qui n'entrent pas dans les catégories ci-dessus	10
Nouvelles initiatives en faveur des femmes	8
Divers	10
<b>Total</b>	<b>100</b>

## ENSEIGNEMENTS

45. Dans un projet où la génération de fonds résulte de la monétisation, réalisée par la vente à prix subventionné de rations alimentaires à des bénéficiaires à très bas revenu, la composante de transfert de revenu doit avoir autant d'importance que l'utilisation des fonds générés.
46. Pour être pleinement efficaces, en particulier si l'on tient compte du peu de temps imparti, les travaux d'évaluation doivent pouvoir s'appuyer sur un travail adéquat de suivi et d'évaluation. Les efforts fournis en ce sens par le bureau du PAM en Inde pour renforcer les composantes de suivi et évaluation, notamment en ce qui concerne l'étude d'impact de l'aide alimentaire et le suivi technique des ouvrages financés sur les fonds générés, ont été d'une grande utilité pour la mission d'évaluation.
47. Pour avoir des effets durables, la plupart des programmes menés par les ONG devraient s'étendre sur plusieurs années. Quand ces programmes sont financés sur les fonds générés par l'aide, cet impératif de durée devrait être pris en compte dès le début, et les budgets annuels être approuvés sur la base des résultats de l'année précédente.
48. Dans la conjoncture indienne, les projets mis en oeuvre par les Départements de forêts des Etats sont plus aisés à exécuter que le projet examiné ici. Les raisons en sont les suivantes: a) population bénéficiaire relativement homogène et géographiquement plus concentrée; b) familiarité mutuelle établie de longue date entre forestiers et bénéficiaires; enfin c) couverture institutionnelle systématique de la zone par le personnel forestier.

